



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Section Environnement - guichet unique ICPE

Arrêté Préfectoral Complémentaire N° 58-2024-11-04-00002

portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005 portant autorisation à la société AUBERT & DUVAL de poursuivre l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune d'Imphy

Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration de l'État dans le département,

- VU le livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU le décret du 1^{er} octobre 2024 portant cessation de fonctions du Préfet de la Nièvre, M. Michaël GALY ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005 portant autorisation à la société AUBERT & DUVAL de poursuivre l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune d'Imphy ;
- VU le rapport d'étude d'impact acoustique du 18 juin 2024 ;
- VU le porter-à-connaissance déposé par la société AUBERT & DUVAL du 1^{er} juillet 2024 ;
- VU le rapport d'instruction de l'Inspection des installations classées du 27 septembre 2024 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 3 octobre 2024 ;
- VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 15 octobre 2024

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2545 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société AUBERT & DUVAL portent sur :

- la surveillance acoustique actualisée à fréquence quinquennale ou suite à modification des activités sonores contributrices,
- la surveillance non plus réalisée par mesures directes en points définis en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, mais réalisée par modélisation de la contribution propre des activités de la société AUBERT & DUVAL,
- la conformité évaluée en tout point du périmètre de limite de propriété et en toute zone à émergence réglementée, à l'extérieur du périmètre neutralisé de 200 m.

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société AUBERT & DUVAL portent sur :

- l'autorisation de consommation d'eau potable à hauteur de 13 500 m³/an, décomposée comme suit :
 - réseau secondaire de refroidissement des fours de refusion avec une quantité maximum annuelle de 6 000 m³/an,
 - contrôle non destructif avec une quantité maximum annuelle de 200 m³/an,
 - lubrifiants d'usinage avec une quantité maximum annuelle de 500 m³/an,
 - sanitaires avec une quantité maximum annuelle de 6 800 m³/an.

CONSIDÉRANT que la surveillance acoustique actualisée à fréquence quinquennale permettra de mieux appréhender les écarts ;

CONSIDÉRANT que la surveillance réalisée par modélisation de la contribution propre des activités de la société AUBERT & DUVAL permettra de distinguer les contributions des différentes entreprises présentes à l'intérieur de ces limites de propriétés ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation d'activité d'environ 25 % nécessite d'utiliser de l'eau potable dans le circuit secondaire de refroidissement afin d'éviter une perte de refroidissement des outils de fusion d'acier et donc des percements et fuites de métal liquide, voire d'explosions liées au contact entre le métal liquide et l'eau ;

CONSIDÉRANT que la suppression de la Cryo de la salle Poudres qui fonctionnait en système ouvert avec une quantité d'eau d'appoint comparable à l'eau potable, représentant 30 % de la consommation d'eau potable, permettra de supprimer totalement la consommation de 2 000 à 6 000 m³/an ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'un comptage à chaque point d'utilisation permettra de mieux surveiller la consommation d'eau potable ;

CONSIDÉRANT que la société a supprimé suffisamment d'installations de combustion pour ne plus relever de la rubrique 2910.a.2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'activité du site est partagée entre plusieurs sociétés, toutes contributrices au bruit ambiant, que l'implantation industrielle « en damier » ne permet pas de distinguer directement par des mesures acoustiques le bruit causé par la société AUBERT & DUVAL de celui dû aux entreprises voisines ;

CONSIDÉRANT les risques importants pour le process et pour les installations : bouchage d'échangeurs, colmatage de circuits auxiliaires,... qui pourraient avoir pour conséquences une perte de refroidissement de ces outils de fusion d'acier et donc des percements et fuites de métal liquide, voire d'explosions liées au contact entre ce métal liquide et de l'eau ;

CONSIDÉRANT une augmentation d'activité d'environ 25 % d'ici 2026 pour l'atelier refusion ;

CONSIDÉRANT la consommation en eau pour le contrôle non destructif, associée à la vidange annuelle des cuves (utilisation d'eau potable en eau déminéralisée, rinçage des pièces après application révélateur) ;

CONSIDÉRANT l'usage des lubrifiants d'usinage ;

CONSIDÉRANT la suppression en cours des installations de combustion actée par courrier préfectoral du 3 juillet 2023 actualisant le tableau ICPE et n'y intégrant plus la rubrique n° 2910 ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été pris en considération ;

CONSIDÉRANT que M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, assure l'administration de l'État dans le département et exerce toutes les compétences dévolues au Préfet de département et ce, jusqu'à installation du prochain Préfet, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 modifié, susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Classement des installations

Le tableau suivant synthétise le classement des activités classées vis-à-vis de la nomenclature des installations classées, et remplace l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé :

Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime
2545	Acier, fer, fonte, ferro-alliages (fabrication d'), à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance du (des) four(s) susceptibles de fonctionner simultanément est inférieure à 100 kW	Puissance totale: 9 868 kW - Atelier refusion : 8 518 Kw : * Four VAR H13 : 1 600 kW * Four VAR H : 1 600 kW * Four VAR V : 1 468 kW * Four ESR 25 : 1 750 kW * Four ESR 30 : 2 100 kW - Atelier Poudres : 1 350 kW : * Four 350 KGS : 350 kW * Four 35 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 100 kW * Four 1500 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 900 kW	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Puissance : 2 500 kW	E

2921-1a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>Puissance totale : 8 540 kW :</p> <p>- Atelier refusion : 7 200 kW :</p> <ul style="list-style-type: none"> * TAR VAR H13 : 1 100 kW * TAR VAR H et V : 3 300 kW * TAR ESR : 2 800 Kw <p>- Atelier Poudres : 1 340 kW :</p> <ul style="list-style-type: none"> * TAR JACIR : 1 340 kW 	E
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	<p>Puissance totale : 3 752 kW :</p> <p>- Atelier Préparation : 2 880 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> * Four TTH gaz T17 : 1 380 kW * Four TTH gaz T19 (plus utilisé – non désinvesti) : 1 500 kW <p>- Atelier Usinage : 672 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> * Four TTH électrique court FC1 : 130 kW * Four TTH électrique court FC2 : 130 kW * Four TTH électrique long FL1 : 170 kW * Four TTH électrique long FL2 : 170 kW * Four TTH électrique revenu : 72 kW <p>- Atelier barres anti-vibratoires : 200 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> * Four TTH électrique CEBA : 200 kW 	DC

Article 2 : Niveaux acoustiques admissibles

Article 2.1 : Niveaux acoustiques admissibles

Les dispositions de l'article 25.2 « Niveaux acoustiques admissibles » de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé, sont modifiées comme suit : « Les articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, susvisé, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. La conformité à ces articles est évaluée en tout point de limite de propriété et en toute zone à émergence réglementée, à l'extérieur du périmètre neutralisé de 200 m. »

Article 2.2 : Contrôles périodiques

Les dispositions de l'article 25.3 « Contrôles périodiques » de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé, sont modifiées comme suit :

« L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à fréquence quinquennale, à l'occasion de toute modification des activités sonores contributrices, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées par modélisation de la contribution propre des activités d'AUBERT & DUVAL et non plus par mesures directes en points définis en limite de propriété et en zone à émergence réglementée (les mesures directes ne permettant pas de distinguer les contributions des différentes entreprises présentes à l'intérieur de ces limites de propriété). L'exploitant est tenu de faire procéder à une première série de mesures en 2025, puis ensuite tous les 5 ans.

Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, susvisé, et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des installations classées ».

Article 3 : Valeurs limites

Les dispositions des articles 15.1 et 15.2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé, sont modifiées comme suit :

« 15.1 Prélèvement dans le milieu naturel (la Loire)

Les quantités d'eau prélevées ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes :

(base de 150 000 m³/an) :

	Total
Prélèvement maximal instantané (m ³ /h)	18
Prélèvement journalier moyen (m ³ /j)	415

15.2 Consommation

La consommation d'eau potable doit être limitée à l'usage du réseau sanitaire, secondaire de refroidissement des fours de refusion, contrôle non destructif et préparation lubrifiant d'usage avec une quantité maximum annuelle de 13 500 m³/an.

Un système de comptage permet une quantification précise des consommations pour chacun des usages.

L'eau potable utilisée pour les usages sanitaires doit être limitée à une quantité maximale annuelle de 6 800 m³/an.

Concernant la consommation d'eau potable pour des usages industriels, nous vous proposons la rédaction suivante :

Les activités industrielles autorisées à consommer de l'eau potable sont les suivantes :

- refroidissement fours de refusion,
- contrôles non-destructifs,
- dilution des concentrés de lubrifiants d'usage.

La consommation d'eau potable utilisée pour ces usages industriels sensibles doit être limitée à une quantité maximale annuelle de 6700 m³/an. ».

Article 4 : Installations de combustion

L'article 43.8 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-3086 du 6 octobre 2005, susvisé, est abrogé.

Article 5 : Délais, voies de recours, publicité et exécution

Article 5.1 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Dijon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 5.2 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société AUBERT & DUVAL.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Imphy et peut y être consultée,
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Imphy pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de 4 mois.

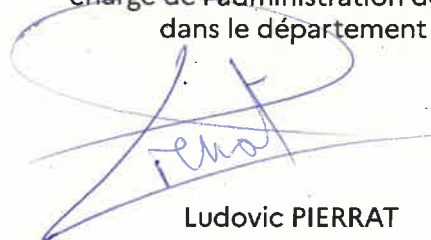
Article 5.3 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- la Maire d'Imphy
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au Directeur départemental des territoires de la Nièvre, au responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et l'original transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

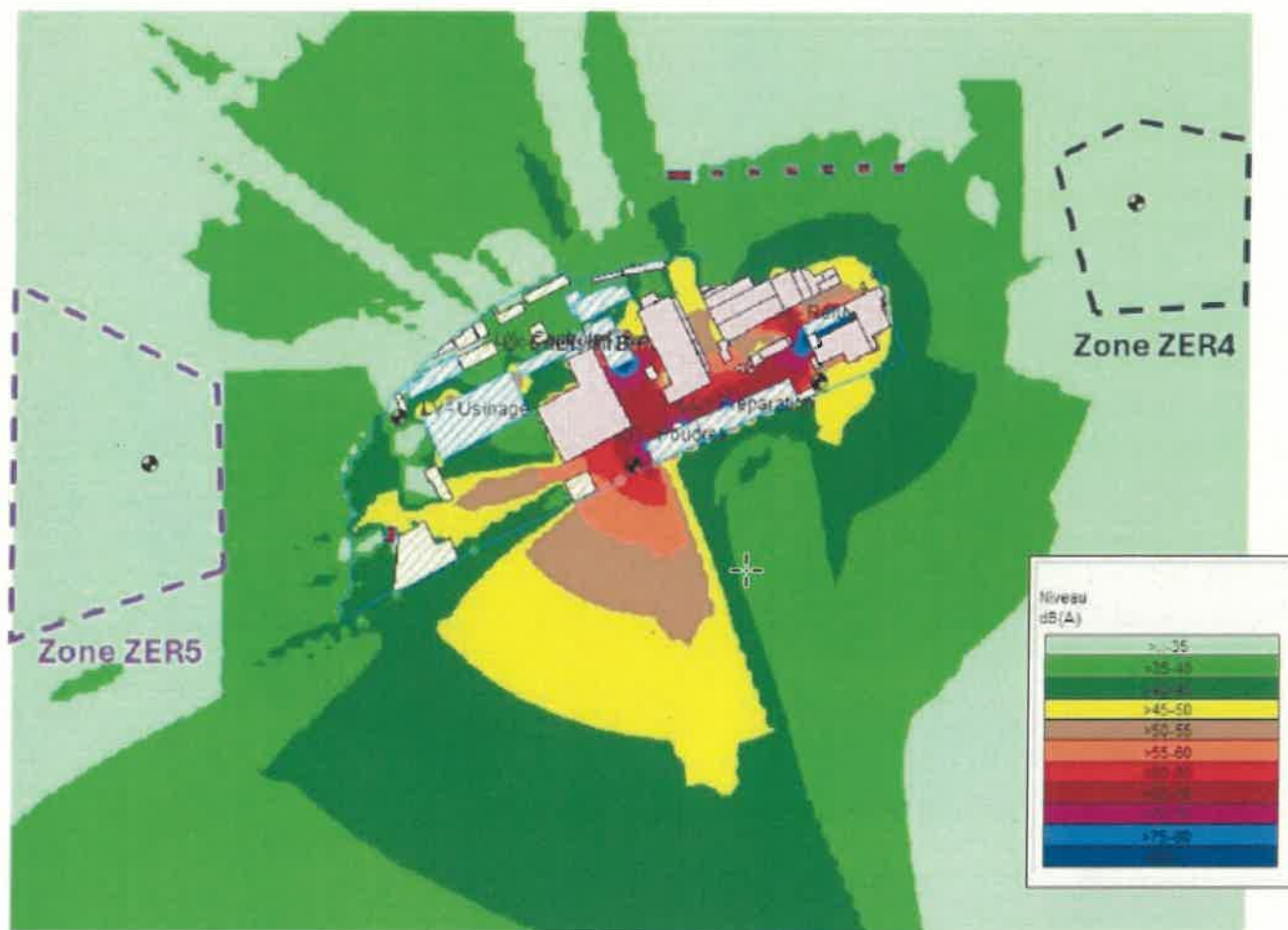
Fait à Nevers, le **- 4 NOV. 2024**

Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration de l'État,
dans le département



Ludovic PIERRAT

ANNEXE 1 : VUE GLOBALE DU SITE



Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : **4 NOV. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Ludovic PIERRAT

